



Sans papiers

Plus que jamais, solidarité !

Après de longues hésitations, le réseau « éducation sans frontière » a finalement décidé de se rendre, lundi 18 juin, à l'invitation du ministre de l'immigration... et de l'identité nationale !!!



La décision fut prise non pas pour écouter ce qu'il avait à dire - on n'avait pas d'illusions et on savait que rien de nouveau ne nous attendait - mais pour lui transmettre un texte lui rappelant les revendications du réseau et affirmant haut et fort que nous jugerions les faits et non les dires.

La délégation a tenu à commencer par marquer la réprobation du réseau quant à l'intitulé même de son ministère, parce que « Immigration ET identité nationale », c'est forcément voir l'immigration comme un danger, une menace... C'est la stigmatiser avec les risques de dérapages et de divisions que cela entraîne fatalement.

Elle lui a ensuite rappelé les exigences de RESF pour lesquelles il n'est pas question de transiger, que le réseau continuera à porter tant qu'elles ne seront pas satisfaites :

- ✓ La régularisation de tous les jeunes majeurs scolarisés.
- ✓ La régularisation des parents d'enfants scolarisés.

✓ Le retour des familles, des pères et des mères ou des jeunes majeurs expulsés.

✓ Le droit de vivre en famille - droit qui fait partie de la convention des droits de l'Homme, comme de celle des droits de l'enfant - et donc la levée des obstacles au regroupement familial et, bien sûr, l'opposition à l'instauration d'obstacles supplémentaires.

✓ L'abandon des poursuites contre les militants dont le seul délit est la solidarité avec les jeunes et les familles sans papiers.

✓ L'arrêt des rafles et des interpellations au faciès.

Organiser la résistance

Si le ministre a pris note de nos revendications, il a réaffirmé son opposition à toute régularisation globale et répété que les familles en situation irrégulières avaient « vocation » à être reconduites à la frontière ! Tout au plus s'est-il déclaré disposé à étudier les dossiers au « cas par cas ». Cet été une nouvelle loi sur l'immigration devrait voir le jour, loi qui devrait rendre encore plus difficile le rapprochement familial, et contraindre des familles entières à entrer dans l'illégalité pour simplement pouvoir vivre ensemble. Nous ne pouvons accepter cela, nous ne pouvons nous taire et laisser ainsi bafouer les droits les plus élémentaires.

Depuis cet entretien, les arrestations ne se sont pas ralenties, et les « obligations à quit-

DÉCLARATION COMMUNE⁽¹⁾

Les organisations s'opposent à l'amalgame

P eu de temps après son installation, le ministre de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement a pris l'initiative de rencontrer les organisations de défense des étrangers. Avant tout autre chose, les organisations signataires tiennent à exprimer leur extrême répugnance à l'égard de l'apparition de l'« identité nationale » dans la dénomination du ministère entre autres chargé de l'immigration. Cette idée laisse, en effet, supposer que la sauvegarde d'une supposée « pureté nationale », polluée par les migrants, figurerait parmi les objectifs de ce ministère.

Le concept d'« identité nationale » s'inscrit, comme l'ont écrit les historiens démissionnaires de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, « dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité aux étrangers, dans les moments de crise ». Les associations dénoncent les restrictions annoncées des conditions du regroupement familial, déjà durement mis à mal par les précédentes réformes du Code des étrangers fondées sur l'opposition entre la prétendue immigration « subie » et une pseudo immigration « choisie ».

Elles refusent, dans le programme de Nicolas Sarkozy que doit mettre en œuvre le ministre Hortefeux, l'assignation d'objectifs quantitatifs et utilitaristes à la politique française d'immigration. De tels objectifs sont notamment incompatibles avec le droit de mener une vie familiale normale et avec le droit d'asile.

le 31 mai 2007

1) Pour voir l'intégralité de la déclaration et la liste des signataires : <http://www.educationsansfrontieres.org/spip.php?article6366>

ter le territoire français » (OQTF) se multiplient. Bientôt, les vacances scolaires arrivant, les enfants, les jeunes ne seront plus scolarisés et les mobilisations seront plus difficiles.

Le réseau se prépare à passer un été de haute lutte et la résistance se met en place. Un peu partout des cellules de veille s'organisent. On trouve tous les renseignements utiles sur le site de RESF⁽¹⁾.

Comme l'été dernier, et plus encore, tous nous devons nous mobiliser pour qu'il n'y ait aucune chaise vide à la rentrée ! Et toujours, **Laissons les grandir ici ! ●**

BRIGITTE CERF

1) www.educationsansfrontieres.org

